



Beyrouth après l'explosion du 4 août à la lumière des reconstructions précédentes

Journée d'étude du 4 décembre 2020

«Les villes dans le monde arabe»

Par **Éric Verdeil**

Éric Verdeil

Éric Verdeil est professeur de géographie et études urbaines. Il dirige le master *Stratégies territoriales et urbaines* au sein de l'école urbaine de Sciences Po. Après avoir consacré sa thèse à la reconstruction de Beyrouth après la guerre civile au Liban, il s'est intéressé à l'histoire de l'urbanisme dans les pays arabes, ainsi qu'aux politiques d'infrastructure urbaine dans cette région. Il a publié *Beyrouth et ses urbanistes : une ville en plans* (2010, Ifpo), *Atlas du Liban : territoires et société* (2007) et *Atlas du Liban : les nouveaux défis* (2016). Son dernier ouvrage est *Atlas des mondes urbains*, paru aux Presses de Sciences Po (2020).

Les destructions du 4 août 2020 à Beyrouth et les débats et initiatives de reconstruction des bâtiments et quartiers affectés s'inscrivent dans une histoire de destructions et de reconstructions qui remontent à la guerre civile, aux années d'après-guerre avec la réhabilitation du centre-ville par Solidere ou à la reconstruction de la banlieue sud de Beyrouth en 2006. Ces événements fournissent un cadre de comparaison qui s'impose aux acteurs et aux habitants. D'autres exemples de reconstruction, dans les villes et villages du Liban-Sud, dans le camp de Nahr el-Bared au nord du Liban, tout comme les politiques de destruction et de reconstruction en Syrie, en Irak ou au Yémen, posent, quant à eux, les cadres d'analyse des chercheurs qui veulent faire sens de la situation présente. Malgré ces comparaisons, il faut souligner d'emblée que les destructions du 4 août résultent non de combats mais d'un accident industriel. Cette origine accidentelle est toutefois remplacée par de nombreux observateurs dans une continuité de négligences coupables de la part de la classe dirigeante et de l'élite économique à l'encontre de la population et revêt ainsi une dimension politique¹.

Malgré ces différences de contexte et d'enjeux, le propos de cette communication est d'affirmer l'intérêt de cette comparaison temporelle entre plusieurs séquences de reconstruction, notamment parce que les expériences précédentes ont durablement structuré la manière de fabriquer les politiques urbaines au Liban. Mais aussi parce que certains acteurs, notamment contestataires, utilisent les leçons de ces épisodes pour appeler à un changement des modes d'action. En ce sens, la reconstruction permet d'observer des recompositions de l'État au Liban, entre continuités et mutations. La situation actuelle d'apparente déliquescence, sur fond de crise financière, de COVID et d'impasse politique ne doit pas occulter une réflexion sur la manière dont les institutions, les instruments et *in fine* les logiques d'acteurs structurent la manière dont cette reconstruction est abordée.

Cette analyse mettra en avant trois critères de comparaison entre les moments de destructions/reconstructions évoqués. D'abord, la nature, l'intensité et la temporalité des destructions et de leurs effets sociaux. Ensuite, les enjeux politiques des choix de reconstruction, en particulier dans leur articulation avec les questions de peuplement : dans quelle mesure une politique de reconstruction vise-t-elle à prolonger, ou à corriger, des rapports de force politiques et sociaux déjà en cours ? Enfin, cette contribution s'attache aussi aux transformations dans les cultures urbanistiques, c'est-à-dire aux articulations changeantes entre *ethos* professionnels des urbanistes et institutions des politiques urbaines, en s'intéressant notamment aux débats publics qui permettent de comprendre les points de clivages et les évolutions².

La reconstruction néolibérale du centre-ville de Beyrouth dans les années 1990

Revenons d'abord brièvement sur la reconstruction des années 1990 à Beyrouth. Au sortir de la guerre civile, la ville a subi des dégâts très localisés dans le centre-ville qui concentrait les principaux espaces publics et les zones commerciales. À vrai dire, il existait de multiples foyers secondaires de destruction, dans la ville et ses périphéries, mais ils ont suscité beaucoup moins d'attention publique à tel point que leurs traces sont encore visibles en de nombreux endroits. À cette concentration se

1. Voir par exemple : Sara FREGONESE, *Intervention – Elements of Contestation: Sectarianism, Extractive Violence, and the Forensics of Lebanon's October Revolution*, Antipode Online, 15 décembre 2020, consultable sur : <<https://antipodeonline.org/2020/12/15/elements-of-contestation/>>

2. Éric VERDEIL, *La reconstruction entre politiques et cultures urbanistiques : réflexions à partir de l'exemple de Beyrouth*, Jul 2012, Beyrouth, pp.175-189, consultable sur : <<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00957018/document>> ; voir aussi : Éric VERDEIL, « L'émergence des études urbaines au Liban : engagements critiques locaux et mondialisation des pratiques académiques », in : *Cities are back in town, working paper 02/2019*, Sciences Po Urban School, 2019, consultable sur : <http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/files/2020/01/WP-02_2019-Verdeil.pdf>

conjugue une temporalité longue de destructions sur une durée d'une quinzaine d'années, avec des épisodes plus intenses (résultant des combats mais aussi d'actions délibérées des pouvoirs publics ou des entrepreneurs en charge de travaux qui ont démolis des secteurs fragilisés comme les souks en 1983, sous l'égide de la société OGER qui appartenait à Hariri). Les dégâts résultaient non seulement des effets directs des combats ou des démolitions mais aussi de l'absence d'entretien et d'une lente dégradation, atteignant parfois un point de non-retour. Ces destructions eurent pour effet le déplacement durable et souvent définitif d'une grande partie des occupants originels, résidents ou commerçants, parfois leur remplacement par des réfugiés squattant les lieux abandonnés. C'est tout une citadinité historiquement ancrée dans cet espace qui avait largement disparu.

La reconstruction du centre-ville lancée en 1992, et fortement inspirée et directement contrôlée par Rafik Hariri, comme mécène, Président du conseil puis actionnaire, répondait à plusieurs objectifs politiques. Elle fut l'un de ses principaux instruments de légitimation politique, incarnant aux yeux de la population libanaise l'espoir d'un retour à la prospérité d'avant-guerre, tout en lui fournissant des ressources économiques et politiques de nature à construire des compromis avec les principaux acteurs de la scène politique nationale et locale. La reconstruction promise de Beyrouth a permis à Hariri de devenir le principal chef politique de la communauté sunnite libanaise. La société Solidere, créée en 1994, a été dotée de moyens d'action exceptionnels : détentrice d'une totale maîtrise du foncier et bénéficiaire de divers avantages financiers, elle se voit déléguer une grande liberté de gestion du chantier. En outre, à sa demande, le gouvernement facilite à plusieurs reprises l'amendement du schéma directeur auquel elle doit se conformer. Les facilités offertes à cette entreprise privée ont pour objectif d'attirer les capitaux de la diaspora libanaise et des pays arabes en quête d'investissement rémunérateurs. La conduite du projet vise à maximiser dans la durée les revenus des actionnaires, à la fois en intensifiant l'exploitation foncière dans un périmètre bénéficiant d'une exceptionnelle qualité d'infrastructure et de services, destinée à une clientèle résidentielle et d'affaires exclusives, mais aussi en contrôlant les rythmes de mises sur le marché pour maintenir la rareté et donc un haut niveau de prix. C'est pourquoi une grande partie du périmètre à aménager reste vide à ce jour.

Conséquence de cette approche néolibérale de l'urbanisme, la reconstruction du centre-ville de Beyrouth a organisé une ségrégation sociale implacable par le jeu du marché, a refusé sa connexion au reste de la ville par les transports collectifs et a cherché à promouvoir la dépolitisation d'un espace pourtant chargé d'une forte dimension symbolique. Il en résulte un véritable sabotage de l'urbanité, partiellement reconquis par les manifestants dans la période 2005-2008 puis en 2019³. Cela se paie au prix d'une fragilisation économique supplémentaire des activités installées dans la zone.

En termes de cultures urbanistiques, la reconstruction du centre-ville de Beyrouth correspond à une marginalisation de la culture étatique de l'urbanisme et de ses institutions, notamment la municipalité de Beyrouth. Définis et mis en œuvre par les cadres de la société privée et ses consultants, les nouveaux outils, vantés pour leur efficacité, leur flexibilité et leur capacité à produire des aménagements de grande qualité sont placés au service d'une logique de marchandisation des espaces centraux, favorisent la financiarisation de la production urbaine et une logique d'arrangements dérogatoires⁴ par rapport au droit et aux régulations ordinaires. La protection du patrimoine architectural et archéologique est instrumentalisée et fait l'objet de décisions arbitraires, l'accès aux espaces publics est filtré par des officines de sécurité, tandis

3. Mona FAWAZ and Isabela SERHAN, "Urban Revolutions: Lebanon's October 2019 Uprising", in : *International Journal of Urban and Regional Research*, 2020, consultable sur : <<https://www.ijurr.org/spotlight-on/urban-revolts/urban-revolutions-lebanons-october-2019-uprising/>>

4. Mona FAWAZ, "Exceptions and the actually existing practice of planning: Beirut (Lebanon) as case studio", in: *Urban Studies*, Vol. 54, Issue 8, 2017, consultable sur : <<https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0042098016640453>>

que Solidere se soustrait à ses obligations en matière d'aménagement d'espaces publics pourtant présentés comme l'une des justifications de son mandat, comme le parc littoral⁵.

La reconstruction de la banlieue sud au service du renforcement du Hezbollah

Deuxième opération majeure de reconstruction de l'après-guerre civile, le projet Waad a eu pour objet la reconstruction d'un périmètre de 32 ha situé dans la municipalité de Haret Hreik à quelques kilomètres au sud de la capitale, dans un espace dense de banlieue abritant les principales institutions du Hezbollah visées par les bombardements de l'armée israélienne à l'été 2006. Encore plus concentrées que dans le centre-ville de Beyrouth, les destructions se sont produites sur une durée beaucoup plus courte et ont atteint une intensité beaucoup plus forte en raison de la puissance des bombardements aériens qui ont nivelé 220 immeubles et laissé environ 30 000 personnes sans logement. Tout un quartier de classe moyenne animé et au commerce rayonnant sur les zones voisines a été détruit. Cette zone au cœur du dispositif du Hezbollah avait aussi une identité politique très forte.

Au-delà de la réparation de ces dégâts très lourds, le principal enjeu de cette opération était la perpétuation de la légitimité politique du Hezbollah, principal parti politique chiite au Liban, fer de lance de la résistance à Israël. En effet, le déclenchement de cette guerre est intervenu à la suite d'une incursion de ses soldats au-delà de la ligne frontalière et la violence de la réponse israélienne a principalement affecté les zones habitées par la clientèle du Hezbollah, y faisant plus de 1200 victimes civiles. Fort de sa résistance pendant les combats et du retrait final des forces israéliennes sans qu'elles ne parviennent à leurs objectifs annoncés de détruire le groupe libanais, ce dernier a revendiqué la victoire. Le processus de reconstruction présenté comme une promesse à ses partisans après sa « victoire divine », devait donc répondre en urgence aux besoins de milliers de familles ayant tout perdu et empêcher que ne se développe sur cette base une contestation du parti. La prise en main par le Hezbollah du processus de reconstruction s'inscrivait aussi dans une lutte politique sans merci contre le gouvernement de Fouad Siniora, regroupant une coalition politique hostile à ce parti. Le Hezbollah a écarté le gouvernement du processus décisionnel afin d'éviter son interférence dans les opérations.

La reconstruction de Haret Hreik et plus largement la reconstruction des localités touchées par la guerre de 2006 est représentative d'une culture urbanistique partisane, où l'aménagement obéit avant tout à la satisfaction de l'intérêt politique d'organisations partisans, en l'occurrence la satisfaction des attentes d'une catégorie de population dont il fallait cultiver la fidélité au Hezbollah. Le parti a donc créé l'organisation Al Waad (la promesse) chargée de coordonner la reconstruction à l'identique du quartier afin de ne pas avoir à élaborer un nouveau schéma directeur de la zone, gage d'une procédure plus rapide et sans interférence gouvernementale. Ce mode de faire impliquait la reproduction d'infractions aux règles de construction datant de la guerre civile et le renoncement à améliorer les espaces publics du quartier et ses problèmes de densité et de congestion. Mobilisant des professionnels sympathisants, cette organisation a centralisé les indemnités versées aux propriétaires, complétées par des dons divers, assurant ainsi le financement de l'opération sans recours au marché et évitant donc tout déplacement de population (en tout cas les propriétaires). Malgré une rhétorique participative, les ayants droit n'ont pas d'autres choix que d'adhérer à cette démarche, et n'ont pu intervenir que sur la décoration des appartements reconstruits. Le résultat de cette approche très politique de la reconstruction a été sa grande rapidité, les travaux étant achevés en 2012, cinq ans après

5. Éric VERDEIL : « Domaine public, espace public et espaces verts : rapports de classe et espace urbain à Beyrouth », in *Rumor*, Carnet Hypotheses, 2013, consultable sur : <<https://rumor.hypotheses.org/3145>>

leur lancement⁶. La légalisation des titres de propriété n'a été actée par la loi qu'*a posteriori*, en 2014. Ces deux opérations majeures de reconstruction traduisent des choix politiques opposés et impliquent des cultures urbanistiques et des modes de faire radicalement différents, même si on peut les rapprocher par leur commune marginalisation des autorités gouvernementales. Comment ces différences et ce point commun éclairent-ils les enjeux de la reconstruction après l'explosion du 4 août ?

Après le 4 août : les impasses d'une reconstruction sans État

En premier lieu, la temporalité des destructions du 4 août est encore plus brève que dans les expériences précédentes. En un instant, entre 10 000 et 15 000 immeubles de Beyrouth et de sa banlieue ont été touchés, affectant près de 300 000 habitants. Ces dégâts sont de nature et de durée très divers. Pour une grande part, il s'agit de vitres brisées et de dommages mineurs. Néanmoins, plus de 200 personnes sont mortes et dans la zone proche du port où l'explosion a eu lieu, les dégâts sont beaucoup plus lourds. Selon le bilan⁷ établi par l'ordre des ingénieurs et architectes, plus de 1000 immeubles sont endommagés, dont 323 risquent l'effondrement et 254 ont subi des dommages significatifs. Néanmoins, ces dégâts sont plus dispersés et moins importants que dans les deux cas précédents. Dans ce secteur ancien, 360 immeubles patrimoniaux sont affectés dont une centaine gravement. Il s'agit de quartiers socialement mixtes, incluant des résidents âgés et socialement défavorisés, marqués par une dynamique de changement social, avec l'arrivée d'activités de loisirs et une gentrification se traduisant par des processus d'éviction des populations les plus fragiles. La vulnérabilisation du tissu ancien menace d'accentuer cette dynamique d'exclusion d'une partie des habitants, incapables de faire face aux travaux. Les destructions reposent aussi des questions plus larges sur l'aménagement de la capitale, sur la circulation dans la ville et les liens avec le port. Plus largement cette explosion intervient dans un contexte dramatique pour le Liban, où les dysfonctionnements récurrents de l'économie et des infrastructures sont amplifiés par la crise politique, financière et sanitaire.

Les enjeux politiques de cette reconstruction diffèrent nettement des deux expériences précédentes. Dans ces quartiers majoritairement chrétiens de la capitale, il n'existe pas de monopole politique comme celui observé dans la banlieue sud de Beyrouth qui pourrait favoriser une logique d'urbanisme partisan. Le secteur d'Achrafieh peut à certains égards apparaître comme un lieu d'opposition politique au gouvernement. C'est là en effet qu'en 2016, les listes de Beyrouth Madinati, un mouvement contestataire revendiquant l'arrêt des politiques de gentrification et de bétonnage dans la capitale, ont obtenu leurs meilleurs scores, avec près de 60 % des voix. Depuis le 4 août, des mouvements civiques ont organisé à plusieurs reprises des manifestations de protestation. Les partis communautaires comme les Forces libanaises, le Courant patriotique libre ou les Kataeb, opposés les uns aux autres, sont néanmoins bien implantés. Ils l'ont emporté aux élections législatives et offrent divers services à la population dans le contexte de la COVID et de l'aide post-destructions. Surtout, comme l'ensemble de la capitale, ces zones peuvent aussi apparaître comme dépolitisées, l'abstention se situant entre 60 % aux 80 % selon les élections et la population exprimant une grande défiance face à l'offre politique partisane et à l'absence d'implication des institutions publiques face aux conséquences de l'explosion.

De fait, la situation se caractérise par une quasi-absence des agences gouvernementales et de la municipalité pour l'aide d'urgence et les réparations. La loi 194, votée en septembre 2020, prévoit

6. Éric VERDEIL, « Retour sur l'atelier de travail sur la reconstruction de la banlieue sud de Beyrouth : une expérience unique », in : *Les carnets de l'Ifpo*, 11 septembre 2012, mis à jour le 19 mars 2014, Hypothèses, consultable sur : <https://ifpo.hypotheses.org/4110>

7. *Beirut Port Explosion of Aug 04 2020: Buildings Final Structural Assessment Report*, 12 August - 17 September 2020, Beirut, Federation of Lebanese Engineers, consultable sur : http://nna-leb.gov.lb/files/22102020_Final_Assessment_OEA_BDA.pdf

bien un comité de coordination de la reconstruction, mais faute de décret, celui-ci n'est pas mis en place. La municipalité n'a pas voté la mise sous étude du secteur endommagé proposé par le conseil supérieur de l'urbanisme. C'est la mobilisation citoyenne qui a permis le dégagement des décombres et le nettoyage des rues. Seule l'armée joue un rôle de contrôle du quartier et de coordination de l'action des ONG en leur répartissant les secteurs d'intervention. Le gouvernement se repose sur l'action de ces dernières et leurs financements en provenance de l'aide internationale. Pourtant, divers observateurs craignent que cette situation n'ait comme résultat que de faire du Liban, après Haïti, une nouvelle « République des ONG⁸ ». Fawaz et Harb avertissent ainsi que sans vision et coordination d'ensemble, ces efforts n'aboutiront qu'à des réalisations partielles incapables de répondre aux enjeux structurels de vulnérabilité sociale et de la reconstruction physique de la capitale.

Dans ce contexte, comment les dynamiques actuelles font-elles évoluer les cultures de l'urbanisme au Liban ? D'abord, cet événement confirme la marginalisation des institutions gouvernementales et municipales de l'urbanisme, comme le montre leur discrétion sur le terrain. Il semble que le principal enjeu pour lequel elles se mobilisent est la question de la préservation du patrimoine, pour laquelle la direction générale des antiquités se montre assez active⁹, en partenariat avec des associations locales et internationales¹⁰ qui récoltent des financements. Cette mobilisation se fait essentiellement par des interventions à l'échelle des bâtiments même si l'explosion a relancé les projets de protection patrimoniale à l'échelle des secteurs remarquables, objet d'une proposition de loi bloquée au Parlement depuis 2000¹¹, ainsi qu'autour de la procédure de transfert de coefficient d'exploitation, promue par une partie des défenseurs du patrimoine pour empêcher les démolitions de bâtiments anciens pour reconstruire des immeubles plus denses. Ces approches centrées sur la protection du patrimoine restent néanmoins muettes face aux enjeux de la gentrification de ces quartiers, de leur évolution économique et de la vulnérabilité sociale d'une partie des habitants.

Constate-t-on, ensuite, une poursuite de la montée en puissance d'une logique néolibérale ? C'est ce que craignent de nombreux observateurs et activistes¹². De fait, des promoteurs semblent à la manœuvre pour acquérir des biens ruinés dont les propriétaires impécunieux ne peuvent pourvoir à la réparation. Cette tendance accentue une dynamique de changement urbain bien identifiée avec la construction à Beyrouth de plus de 2200 nouveaux immeubles depuis 1995 et de nombreux projets similaires en attente. Toutefois, deux arguments incitent à la prudence. En premier lieu, le marasme du marché immobilier, marqué par un taux de vacances très important (estimé à 26 % dans les immeubles construits depuis 2000 par le Beirut Urban Lab¹³ de l'AUB), ne va-t-il pas se traduire par une pause dans les investissements ? Certes, le blocage des comptes en dollars favoriserait actuellement

8. Mona FAWAZ and Mona HARB, *Is Lebanon Becoming Another "Republic of the NGOs"?*, Arab Center Washington D.C., 13 octobre 2020, consultable sur : <<http://arabcenterdc.org/research-paper/is-lebanon-becoming-another-republic-of-the-ngos/>>

9. Webinaire – « Après le 4 août : réflexions sur les quartiers endommagés de Beyrouth et leurs habitants », 2^e séance, Ifpo, 28 septembre 2020, consultable sur : <<https://www.ifporient.org/webinaire-apres-le-4-aout-2/>>

10. Marie-Douce ALBERT, *Dans Beyrouth dévasté, l'union des forces pour sauver le patrimoine*, *Le Moniteur*, 12 septembre 2020, consultable sur : <https://www.lemoniteur.fr/article/dans-beyrouth-devaste-l-union-des-forces-pour-sauver-le-patrimoine.2104324?fbclid=IwAR2ulxuF14Ujv1adZaq5bpytIghdJ2qc4AC1d4Kr7_fl5DSZTn_N6Ujs9fU>

11. Cynthia BOUAOUN, *La protection du patrimoine dans l'attente de la loi (2): Le projet de loi sur la protection du patrimoine*, *Urbanstances*, 27 novembre 2020, consultable sur : <<https://urbanstances.com/2020/11/27/la-protection-du-patrimoine-dans-lattente-de-la-loi-2/>>

12. Mona FAWAZ and Soha MNEIMNEH, *Beirut's Blasted Neighborhoods: Between Recovery Efforts and Real Estate Interests*, *The Public Source*, 6 novembre 2020, consultable sur : <<https://thepublicsource.org/beirut-s-blasted-neighborhoods-between-recovery-efforts-and-real-estate-interests>>

13. Mona FAWAZ and Abir ZAATARI, *Property Tax: No More Vacancy Exemptions*, *The Lebanese Center for Policy Studies*, juillet 2020, consultable sur : <<https://www.lcps-lebanon.org/featuredArticle.php?id=319>>

une dynamique d'achat d'appartements ou de terrains. D'un autre côté, l'incertitude financière du pays, les départs en masse à l'étranger et la paupérisation de la population apparaissent comme des facteurs durablement négatifs. Plusieurs mois après l'explosion, les difficultés de réparation des grands immeubles récents, aux façades largement vitrées, notamment à cause de lourds problèmes de coordination des travaux et en raison du nombre élevé de propriétaires hors du pays ou insolubles, soulignent aussi les impasses propres à la gestion de ces grandes propriétés en l'absence de demande. Ensuite, il paraît très improbable que face aux dégâts actuels, le gouvernement ou des propriétaires touchés lancent une initiative d'aménagement concertée dans les quartiers concernés. Une telle initiative ne manquerait pas de se heurter aux intérêts de la société Solidere, qui fait elle-même face à des enjeux de réparation de son parc immobilier et doit poursuivre la commercialisation de ses terrains et immeubles. La transformation néolibérale de Beyrouth ne serait-elle pas paralysée par ces contradictions, suscitant plutôt des stratégies d'attente que de nouveaux développements ?

En attendant, l'activisme urbain suscite de nombreuses initiatives qui proposent des modifications notables des modes de faire l'urbanisme dans la capitale libanaise. D'abord, il est remarquable que l'essentiel des informations disponibles sur la situation post-4 août a été produit par des organisations civiles. L'Ordre des ingénieurs et architectes¹⁴ et le Beirut Urban Lab (BUL)¹⁵ ont été capables, par leurs enquêtes et bases de données, de faire avancer le débat que ce soit sur les enjeux de réhabilitation du patrimoine ou pour le BUL, en attirant l'attention sur les enjeux sociaux, la vacance du parc de logement et les impasses des politiques classiques¹⁶ (blocage des loyers). D'autres organisations, comme Public Works Studio¹⁷, par son travail de suivi des expulsions, contribuent à faire émerger d'autres enjeux. Une partie de ces groupes conceptualise une autre logique d'intervention urbaine, critique des approches *top-down* et centrées sur la production ou la protection du bâti. Résumées par le mot de *recovery*¹⁸, opposé à celui de reconstruction, ces démarches alternatives mettent en avant une logique participative centrée sur les habitants et leurs pratiques. Ainsi en va-t-il d'initiatives visant à valoriser les espaces ouverts délaissés¹⁹ dans le tissu pour des pratiques de jardinage et de sociabilité destinées à faire pièce à la densification et à la privatisation de l'espace urbain. Ces acteurs sont néanmoins face à des choix stratégiques pour faire avancer leurs idées dans l'arène politique et pour imposer leurs modes de faire à plus grande échelle. Quelles alliances nouer avec d'autres ONG liées au système mais mieux financées et bien connectées aux habitants ? Quelles alliances politiques lors des prochaines élections législatives et municipales, alors que l'opposition politique peine à se structurer ? Les motifs de division entre les différents groupes militants ne manquent pas, comme l'illustre la polémique sur la loi 194, soutenue par l'ordre des ingénieurs et architectes mais rejetée par Public Works Studio²⁰. Cette polémique souligne

14. Beirut Port Explosion of Aug 04 2020, *op.cit.*

15. Beirut Urban Lab : <<https://www.beiruturbanlab.com/>>

16. *Leave No One Behind for an Inclusive and Just Recovery Process in Post-Blast Beirut*, UNDP Report: People's recovery, 16 septembre 2020, consultable sur : <https://www.lb.undp.org/content/lebanon/en/home/library/crisis_prevention_and_recovery/leave-no-one-behind-for-an-inclusive-and-just-recovery-process-i.html>

17. Public Work Studio : <<https://publicworksstudio.com/en>>

18. Mona FAWAZ, *To pre-empt disaster capitalism, Beirut urgently needs a people-centred recovery*, *The New Arab*, 15 août 2020, consultable sur : <<https://english.alaraby.co.uk/english/comment/2020/8/15/to-pre-empt-disaster-capitalism-beirut-needs-a-people-centred-recovery>>

19. Dana MAZRAANI, Luna DAYEKH, Mona HARB, *Why Socio-Spatial Practices Matter to Urban Recovery*, Beirut Urban Lab, 2 décembre 2020, consultable sur : <<https://www.beiruturbanlab.com/en/Details/689/why-socio-spatial-practices-matter-to-urban-recovery>>

20. Public Work Studio, *Éviter une nouvelle gentrification des quartiers frappés par le drame du 4 août*, *L'Orient-Le-jour*, 30 décembre 2020, consultable sur : <<https://www.lorientlejour.com/article/1246486/eviter-une-nouvelle-gentrification-des-quartiers-frappes-par-le-drame-du-4-aout.html>>

des lignes de clivages générationnels autant politiques que relevant des cultures urbanistiques²¹.

Conclusion

Les reconstructions successives de Beyrouth renvoient à des situations de crise spécifiques dans leurs temporalités et leurs enjeux socio-spatiaux, comme dans les rapports de force politiques qui les déterminent. Pour autant, elles sont également des points d'observation des recompositions de l'État et plus largement de l'action publique au Liban. Aux logiques de délégation, volontaire ou subie, du monopole de l'action urbanistique vers des acteurs privés (Solidere) ou partisans (Waad) se substitue aujourd'hui une déliquescence des institutions publiques dans un contexte de blocage politique et financier. Face à des dégâts objectivement moins intenses que dans les deux situations précédentes, les institutions tant gouvernementales que municipales sont quasi-absentes et en tout cas incapables de leadership et d'initiative. Elles laissent le champ libre à des ONG locales et internationales, ainsi qu'à des structures civiles et militantes qui produisent les éléments de connaissance indispensables et acquièrent une capacité à définir les enjeux du débat. Toutefois, ces acteurs tout comme les bailleurs de fonds internationaux continuent d'en appeler à une réforme nécessaire de l'État et à un rôle minimal de structuration de l'action publique. En son absence, les risques d'un effondrement lent des quartiers concernés, de l'exode d'une grande partie de leurs habitants et de paralysie durable de la reconstruction sont réels.

21. Éric VERDEIL, « L'émergence des études urbaines au Liban : engagements critiques locaux et mondialisation des pratiques académiques », in : *Cities are back in town, working paper 02/2019*, Sciences Po Urban School, 2019, consultable sur : <http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/files/2020/01/WP-02_2019-Verdeil.pdf>